

débat *militant*

Lettre éditée par des militants de la LCR | N° 64 | 29 avril 2005

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@wanadoo.fr | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard, Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

Sommaire

- [L'après-29 mai commence maintenant](#)
- [De la rue aux urnes... : un rendez-vous manqué par l'extrême gauche](#)
- [8 mai 1945 : les massacres de Sétif et de Guelma - Les crimes de la République](#)
- [1905, il y a cent ans... Au début du siècle dernier, naissance du nouvel ordre impérialiste](#)
- [Lutte pour l'émancipation sociale, mouvement ouvrier et religion](#)

L'après-29 mai commence maintenant

Mercredi 27 avril, les salariés des entrepôts LMC, filiale de Carrefour, se sont mis en grève illimitée contre la provocation qui leur est faite : 24 euros d'augmentation en moyenne quand l'ex-PDG vient de partir avec 38,8 millions d'euros ! A la SNCM, les salariés, en grève pour l'emploi et contre des contrats de travail au rabais pour des salariés étrangers, ont continué jusqu'au 28, malgré le lock-out et le chantage à la faillite, après avoir affronté les CRS. Dans ce contexte de montée des luttes, le Premier mai comme la journée du lundi de Pentecôte, seront l'occasion d'une nouvelle convergence des mécontentements même si chacun a bien conscience qu'elle se heurte à la passivité des directions syndicales.

Le mécontentement s'exprime dans la montée du Non qui a déjà des retombées en Europe, comme aux Pays-Bas où le Non vient de devenir majoritaire.

Sans préjuger des résultats du 29 mai et de la victoire du Non, il est clair que quelque chose a d'ores et déjà changé. Le désaveu des partis de gouvernement, le rejet par les classes populaires des politiques menées depuis 20 ans par la gauche et par la droite s'expriment. Et dès à présent, alors que les politiciens de tous bords spéculent sur l'après-29 mai, se pose et se discute dans les collectifs comme dans les syndicats ou sur les lieux de travail et les marchés, la question des perspectives pour le monde du travail.

Le référendum ne doit pas être une voie de garage ou un dérivatif mais bien l'occasion de nouvelles initiatives.

Désaveu des partis de gouvernement, la fin de « l'esprit de mai »

« Les frustrations et la cécité à l'origine du séisme du 21 avril 2002, quand Lionel Jospin avait été éliminé dès le premier tour de l'élection présidentielle, sont toujours là, laissant craindre une réplique, le 29 mai, en cas de victoire du non. La conflagration atteindrait alors tous les partis. Ou presque... » s'inquiète *Le Monde*, à l'instar de toute la presse.

La mise en scène du retour de Jospin, sa posture en statue du commandeur de carton pâte, donne un contenu concret à l'entreprise. Tous voudraient faire oublier le 5 mai, le ralliement « républicain » derrière Chirac jouant sur la peur, voulant occulter le rejet des multiples épisodes de cohabitation, rejet

qui s'est traduit par les 10 % de l'extrême-gauche. Ce ralliement avait permis à Raffarin de déclarer, en plein mouvement sur les retraites : *« il y a un an, la France vivait son « mal d'Avril » duquel allait naître « l'esprit de Mai » [...] Le gouvernement du 6 Mai a reçu sa mission : travailler aux racines du mal et que la victoire s'efface devant le devoir ! »...* gouvernement auquel les sociaux-libéraux ont sauvé la mise, et qu'ils appellent aujourd'hui à ne pas sanctionner le 29 mai.

Mais la montée sociale, et son expression dans le Non, a tordu le cou à « l'esprit de mai » et accélère la chute de ses protagonistes. A droite, Chirac dégringole dans les sondages et Raffarin parle de lui-même au passé tandis qu'au PS, la fin annoncée de Hollande réveille les appétits sur le retour. Tandis que Jospin soigne son come-back, Strauss-Kahn enregistre un DVD aux accents pathétiques... Sans attendre le 29 mai, « la conflagration » a atteint les partis de gouvernement. Et ceux qui n'ont d'autres arguments que d'agiter l'épouvantail usé jusqu'à la corde de Le Pen en sont pour leur frais. C'est bien le mouvement social, démocratique et progressiste, qui reprend l'offensive et se dégage de l'étouffoir du 5 mai, de la collusion droite-gauche dont Le Pen avait fait ses choux gras.

Vieille recette et « nouvelles » alternatives

La rupture que représente le Non exige un nouveau projet politique pour les classes populaires, un projet qui soit en rupture avec cette politique menée par la droite et la gauche dans le cadre de la construction de l'Europe des patrons. Mais une nouvelle fois, on nous ressort... l'union de la gauche.

Emmanuel explique *« nous devons faire la démonstration que les partisans du Non ont la capacité à construire une alternative »*. Il déclarait il y a quelques jours : *« il faut un nouvel Epinay »* pour *« recréer les conditions d'une alternance de gauche crédible »*. Le congrès d'Epinay, en 1971, fut celui au cours duquel Mitterrand « refonda » le PS, alors éclaté et moribond, prônant la *« rupture avec le capitalisme »*... et l'union de la gauche.

Pour Mélenchon, il faut une *« nouvelle union des gauches »*. *« Il est impossible de passer à côté du fait que le Oui a été majoritaire au PS. Il faudra composer avec cette réalité honnêtement mais surtout politiquement »*. Son problème : *« ne pas laisser l'impression l'emporter que les arrangements du passé se remettent en place »*.

Quant au PC, qui explique que *« si la gauche a échoué, c'est parce que nous n'avons pas changé la vie des salariés, notamment des plus modestes »*, il veut *« ouvrir à notre peuple, dès 2007, une véritable alternative politique »*. Et Buffet d'expliquer que *« si demain on ouvre la porte aux hommes et aux femmes de gauche qui ont voté oui parce qu'ils pensaient qu'il n'y avait plus d'espoir, cela fera une majorité »*. Le PC tente de se mettre en pole position, voulant croire qu'il peut s'approprier les succès des meetings unitaires. Mais si l'aspect radical et dénonciateur d'une partie de son discours trouve un écho auprès des militants, la direction n'a d'autre perspective à offrir qu'une énième mouture d'union de la gauche, la gauche du Oui et la gauche du Non. Elle se voit déjà au gouvernement. Et Hue, plein de sagesse, appelle à ne pas *« décréter la victoire d'une gauche sur une autre »*.

Préparer la suite, faire campagne pour la généralisation des luttes

Loin des calculs des anciens ministres qui se redistribuent les cartes, la suite pour le monde du travail se prépare aujourd'hui, dans les collectifs, partout où se mène la campagne. Il s'agit de faire de la campagne pour le Non une campagne pour nos revendications, la généralisation des luttes, pour imposer un changement radical.

Pour en finir avec ce que nous dénonçons dans ces élections, le recul des droits sociaux, l'économie de marché, la concurrence *« libre et non faussée »*, c'est-à-dire le capitalisme, pour bâtir une Europe des travailleurs et des peuples, une rupture profonde est nécessaire. C'est cela qui se discute aujourd'hui avec tous ceux qui sont pour le Non. Comment renverser réellement le rapport de forces ?

« Si la gauche bat la droite et revient au pouvoir » écrit le PC dans l'appel à ses *« forums pour un programme politique vraiment à gauche »*, *« faisons de ces forums citoyens le moyen permanent de mettre la politique sous contrôle des salariés et des citoyens »*. Mais que veut dire *« mettre la politique sous contrôle »* ? La seule perspective de gouvernement qui ne soit pas une impasse serait celle d'un gouvernement issu des luttes, d'une réelle rupture, au cours de laquelle le mouvement populaire mettrait en place à travers son combat des collectifs, des organes démocratiques lui permettant d'imposer son contrôle sur les entreprises, l'économie, contestant son pouvoir et sa propriété à la bourgeoisie.

Ce débat est au cœur de la campagne dans laquelle les idées de la lutte de classe disputent son influence au réformisme new-look. Nous ne voulons pas que le Non serve à remettre en selle de vieilles politiques faillies mais ouvre la voie à une nouvelle contestation sociale et politique.

La perspective d'une Europe des travailleurs et des peuples

N'en déplaisent à ceux qui voudraient faire passer le Non pour un Non à l'Europe, l'unité du monde du travail et des peuples par delà les frontières, la seule garantie que l'Europe avance, sera renforcée par le Non.

Face aux attaques pour baisser le coût du travail, contre les retraites, la protection sociale, le temps de travail, une nouvelle conscience européenne se construit à travers les luttes et les résistances. De Vilvoorde à Bruxelles, la défense des revendications des salariés se pose au niveau européen. Et la « proposition » faite à des salariés d'une PME du Bas-Rhin d'être « reclassés » dans une entreprise « partenaire » en Roumanie pour 110 euros bruts par mois et 40 heures par semaine, au-delà du caractère outrancier et provocateur, exprime pour une part la réalité de la classe ouvrière européenne.

Le référendum par lequel on nous demande de nous prononcer sur une Constitution faite sur mesure pour le patronat est une mascarade. La seule démocratie, la seule façon pour que les classes populaires puissent s'emparer du débat, décider, serait l'élection d'une véritable Assemblée constituante, au suffrage universel et à la proportionnelle. Mais si le Non l'emporte le 29 mai, il est probable que cela aura des répercussions dans les autres pays européens, ce sera un encouragement pour les populations à s'inviter au débat et dire l'Europe qu'ils veulent : une Europe de la paix, de la démocratie, de la coopération.

Il ne s'agira pas de « renégocier un nouveau traité » mais de porter, en rupture avec l'Europe capitaliste, les revendications du monde du travail par-delà des frontières totalement dépassées, vers des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Carole Lucas



De la rue aux urnes... : un rendez-vous manqué par l'extrême gauche

Au soir du 13 juin 2004 des Européennes, où la LCR et LO s'étaient présenté ensemble, Olivier Besancenot et Arlette Laguiller, dans une déclaration commune, prenaient acte des résultats en ces termes : « une partie de notre électorat, ou s'est abstenu, ou a cru plus utile d'exprimer son désaveu de la droite en votant pour les listes du Parti socialiste. Ce dernier a pourtant largement montré qu'au pouvoir, sa politique n'est guère différente, sur le fond, de celle de la droite. Il en fera de même dans trois ans s'il revient au gouvernement... C'est pourquoi c'est sur le terrain des luttes sociales que le monde du travail doit se rassembler pour résister aux attaques du patronat et du gouvernement. Dans ces combats sociaux, l'extrême gauche aura tout son rôle à jouer ».

Depuis, les résistances sociales ont été au rendez-vous, bousculant les appareils syndicaux sans pouvoir encore surmonter les obstacles mis à leur convergence et la jeunesse lycéenne a bousculé la donne en maintenant sa pression une fois la loi Fillon votée. L'extrême gauche, elle, n'a pas assumé la continuité politique de sa campagne des Européennes face au référendum constitutionnel de Chirac-Hollande. Pourtant, le mouvement social s'est emparé du Non à la Constitution européenne, après le million de manifestants dans les rues le 10 mars, lui donnant son contenu contestataire de rejet de toutes les politiques libérales, de droite et de gauche, représentées par le camp du Oui. Cette démarche se confortant dans les luttes et les résistances prend racine dans une prise de conscience profonde de la contradiction entre les intérêts du plus grand nombre et les politiques de ceux qui ont contribué à mettre en place une société de plus en plus inégalitaire et l'Europe capitaliste. La question sociale et la

question politique sont en corrélation pour poser les questions d'un autre partage des richesses et pour un nouvel internationalisme.

Il est clair que dans ce contexte, La LCR et LO qui militent l'une et l'autre pour le Non avaient l'occasion de prolonger leur campagne unitaire pour renforcer un Non des travailleurs et des luttes, un Non internationaliste. Il aurait été possible de faire de cette campagne une bataille unitaire pour enraciner nos idées au cœur du monde du travail et de la jeunesse.

A défaut, nous laissons le PC occuper le terrain pour préparer son retour aux affaires et tenter de neutraliser l'extrême gauche pour éviter un score à la Robert Hue aux prochaines Présidentielles.

La politique défendue par la LCR et LO aux dernières Européennes pour un plan social et démocratique à l'échelle de l'Europe, pour une Europe des peuples et des travailleurs, aurait bénéficié d'un écho politique, y compris au sein même des protagonistes du Non dont bien des militants n'ont pas oublié la politique passée de Buffet, Mélenchon, Emmanuelli, et autres anciens ministres.

Et surtout, Olivier Besancenot et Arlette Laguiller sont les seuls à mettre l'accent sur les mobilisations sociales et à ne pas nourrir d'illusion sur la capacité du Non à changer réellement les choses du point de vue des classes populaires.

Dans l'éditorial des bulletins d'entreprises du 11 avril intitulé, « *un Non qui va de soi* », Arlette Laguiller écrit : « *tous ces gens-là, du Parti socialiste à la droite, veulent connaître notre opinion. Disons-la-leur clairement. Votons Non le 29 mai.* »

C'est bien le sens du Non, une sanction contre la politique de la droite et du PS. Par rapport aux dernières élections où nous appelions à voter contre la droite sans cautionner la gauche, le 29 mai, voter Non, c'est voter contre la politique de la droite et du PS, c'est sanctionner une même politique, c'est rejeter la cohabitation.

Le Non sera un encouragement aux luttes, un affaiblissement de nos adversaires, si l'extrême gauche est capable de construire de nouvelles perspectives.

Mais au lieu d'associer la campagne pour le Non et la campagne pour une mobilisation d'ensemble, LO les oppose.

Ainsi, si le 11 avril, au meeting de Clermont-Ferrand, Arlette déclarait : « *Maintenant que le "non" risque de l'emporter, Chirac et les siens voudraient bien dissocier la Constitution européenne du mécontentement social. Ils voudraient bien que l'électorat populaire oublie les coups reçus du gouvernement et qu'ils votent "oui" en pensant que c'est mieux pour l'Europe [...].* Elle ajoutait : « *C'est contre ces véritables ennemis que les travailleurs auront à lutter, et pas contre Bruxelles ou quelque bouc-émissaire que ce soit. Ce que nous avons contre nous, ce n'est pas un projet constitutionnel, un texte dont on peut toujours changer le contenu, mais c'est une classe sociale, la bourgeoisie, le grand patronat.* »

Faut-il opposer le patronat à sa propre politique ? Ces raisonnements servent à la direction de LO à justifier son absence dans les débats larges en cours où il s'agit pour les révolutionnaires de défendre leur politique. Mais en réalité, c'est bien la discussion et le débat que semble craindre la direction de LO.

Son sectarisme l'empêche de plonger dans la mêlée, de disputer, démocratiquement, l'influence au PC sur la base d'une politique affirmée autour d'un plan social et démocratique ouvrant la perspective d'une transformation sociale et pour des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Quant aux camarades de la Fraction de LO, il n'ont pas choisi de position et ne donnent aucune consigne de vote. Le référendum est un piège ! Ils regrettent le positionnement de leur organisation qui serait tombé « *dans le piège* » du Non. Ils écrivent dans un article du 27 avril, intitulé « *Referendum : Non... aux confusions, illusions et désillusions !* » : *Lutte ouvrière elle-même a abandonné le point de vue exprimé encore en 2000 (Constitutions, référendums, plébiscites, supplément au n°1679 de Lutte Ouvrière) : « C'est pourquoi, du point de vue des intérêts des travailleurs, toutes les constitutions bourgeoises sont à combattre. Et toute participation à un référendum constitutionnel, même par un vote négatif, revient à légitimer la propriété bourgeoise. » Notre organisation a certes refusé, à juste titre, de s'associer à une campagne électorale du Non avec des partis ou des hommes responsables de la dégradation sociale. Elle répète « qu'une victoire du non ne changera rien à l'organisation économique et sociale, au capitalisme, à la course au profit, à la concurrence qui sont les causes des crises, du chômage et de la pauvreté ».* Mais elle n'en appelle pas moins à voter contre la constitution

européenne, ce qui est qu'on le veuille ou non, une manière de laisser entendre que l'adoption de celle-ci aggraverait les choses ou rendrait plus difficiles les combats de la classe ouvrière. »

La majorité de LO reste sur le bord de la route sous prétexte de ne pas s'afficher avec des ministres de l'ancienne gauche plurielle. Elle aurait mieux à faire de participer au débat et de venir avec nous pour discuter et convaincre, exercer sa pression politique, contribuer à ce que l'ensemble de l'extrême gauche exerce sa pression politique. En agissant ainsi, elle n'agit pas de façon conforme aux intérêts généraux du mouvement révolutionnaire.

La minorité, elle, se met complètement à l'écart du débat et de la bataille, au lieu de prendre, elle aussi, sa place pour aider à l'émergence d'un pôle révolutionnaire face à l'axe dont le PC se veut le pivot.

L'extrême gauche n'a pas su rassembler ses forces pour mener la bataille politique pour le Non ; ensemble, elle aurait pesé sur le camp du Non en exerçant sa pression pour que les uns et les autres se positionnent clairement par rapport à sa politique. Encore aurait-il fallu ne pas craindre les débats, chercher les confrontations politiques, assumer une pleine indépendance vis-à-vis des partis de gauche en étant les représentants politiques des luttes du mouvement social sans craindre de s'afficher ensemble.

Le refus de la direction de LO de venir avec nous mener cette bataille alors que nous partageons la même position politique est une nouvelle occasion manquée. Espérons qu'elle n'hypothéquera pas trop l'avenir.

Valérie Héas



8 mai 1945 : les massacres de Sétif et de Guelma

Les crimes de la République

Il y aura 60 ans, le 8 mai prochain, débutait dans le nord constantinois, en Algérie, une répression d'une ampleur et d'une sauvagerie inouïes contre le premier mouvement de masse de la population algérienne pour son indépendance. Durant ces premières opérations de la guerre que la République française allait mener contre les peuples de son empire colonial pendant les quinze années suivantes, furent tués et massacrés plusieurs milliers d'Algériens, de 6000 à 45000 selon les estimations. Deux ans plus tard, la répression du soulèvement de la population de Madagascar fit, selon des chiffres officiels, 90 000 morts.

Ce sont ces hauts faits, parmi bien d'autres, de son œuvre civilisatrice que voudrait effacer aujourd'hui l'Etat français qui, le 23 février dernier, a fait promulguer une loi votée par une Assemblée nationale aux trois quarts vide et qui prétend imposer dans les programmes scolaires d'histoire, l'enseignement du « rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord ».

Passée dans un premier temps inaperçue du fait de l'absence complète d'une quelconque opposition au Parlement, cette loi a suscité les protestations et la mobilisation d'historiens et de chercheurs, de professeurs d'université et des lycées et collèges.

Cette réhabilitation du colonialisme dont les crimes n'ont été jamais révélés au grand public autrement que grâce à l'action de minorités militantes, s'inscrit dans l'offensive idéologique qui accompagne la marche en avant du libéralisme impérialiste. Ce dernier veut effacer des mémoires, comme il cherche à le faire dans les rapports sociaux, tous les acquis obtenus par la lutte pour le progrès et l'émancipation sociale.

Cette offensive idéologique est de nature -si toutefois telle n'en est pas l'intention- à alimenter en réponse à son arrogance une réaction des colonisés face aux colonisateurs, et en conséquence, le communautarisme. Même lorsqu'elle s'appuie sur des sentiments de révolte comme le fait l'Appel des indigènes de la république, cette réaction ne se dégage pas de la démarche de ses propres adversaires en

oubliant les clivages de classe, entre exploiters et exploités, pour leur substituer des clivages fondés sur une identité fondée sur leur origine géographique ou religieuse.

« Ceux qui tiennent le pouvoir, qui occupent une position dominante dans la production des images et dans les représentations des discours, qui décident de ce dont il faut parler tous les jours, tentent constamment de désamorcer les critiques sociales en mettant l'accent sur ces questions, expliquait à juste titre dans un article de L'Humanité, Gérard Noiriel, un des initiateurs de la pétition " Colonisation : non à l'enseignement d'une histoire officielle ". « Au lieu d'appeler un jeune « ouvrier », on l'appelle « black » ou « musulman ». C'est contraire à toutes les traditions et à toutes les valeurs de la République. Et ce sont des gens qui, par ailleurs, se réclament de la République qui contribuent à cela », concluait-il, comme étonné lui-même de cette contradiction.

A cet égard, un retour sur les événements tragiques du 8 mai 1945 en Algérie et sur la politique à cette époque des Partis socialiste et communiste permet d'éclairer les raisons de la confusion actuelle dont n'arrivent pas à se dégager ceux-là mêmes qui veulent la combattre. C'est en effet au nom des valeurs qui n'avaient rien à envier à celles de la République que ces partis, alors au gouvernement, ont assumé la responsabilité de la répression de la première grande révolte coloniale d'après guerre.

« L'oeuvre accomplie par la France dans les anciens départements d'Algérie... » (loi du 23 février 2005)

Il est probable que les massacres de Sétif et de Guelma, présentés par l'histoire officielle de l'époque comme la répression d'émeutes contre les Européens, ont été en réalité prémédités par les chefs de l'Etat français pour écraser et décapiter le mouvement nationaliste, terroriser durablement la population algérienne.

Les événements survenus pendant la Deuxième guerre mondiale avaient puissamment contribué à nourrir les sentiments de révolte contre la puissance coloniale. Tandis que la défaite sans gloire des armées françaises en 1940, les promesses sur les « droits des peuples » du gouvernement américain, des Alliés, et de De Gaulle lui-même, sapaient de fait la légitimité de la domination française, d'insupportables sacrifices - mobilisation forcée et vies sacrifiées pour la « France », famine, misère, épidémies - étaient imposées à la population algérienne.

C'est dans ce contexte qu'est créé, en mars 1944, le mouvement des Amis du Manifeste de la Liberté (AML), regroupant toutes les tendances du mouvement nationaliste. A l'initiative du plus modéré de ses dirigeants, Ferhat Abbas - qui ne revendique pas l'indépendance -, mais très rapidement, c'est le PPA, le Parti du Peuple algérien de Messali Hadj qui y gagne la majorité. Lors du congrès de mars 1945, est adoptée la revendication de l'indépendance, et le mouvement suscite l'enthousiasme de dizaines de milliers de jeunes.

Le 1^{er} mai, les AML manifestent avec des slogans réclamant la libération de Messali Hadj qui avait été arrêté en avril à Brazzaville et « l'indépendance », des drapeaux algériens sont déployés. A Alger, quatre manifestants sont tués par la police ou des colons, 32 sont arrêtés et la même répression sévit dans d'autres villes, mais elle n'arrête pas la détermination du mouvement.

Le 8 mai, de nouvelles manifestations pacifiques sont décidées. A Sétif, dans la matinée, c'est la police qui voulant imposer l'interdiction du drapeau algérien, agresse les manifestants au nombre de 7 à 8000, déclenchant les affrontements au cours de laquelle sont tués des Européens. Le soir, la loi martiale est décrétée, des milices de colons sont formées et armées, qui commencent la « chasse à l'Arabe », tandis que patrouillent et tirent à vue des troupes de militaires. On voyait « des cadavres partout dans toutes les rues, la répression était aveugle ; c'était un grand massacre », dira l'écrivain Kateb Yacine encore enfant au moment des événements. Le lendemain, la nouvelle de la répression suscite la révolte des villageois des environs. L'armée réagit alors en employant les moyens d'une véritable guerre.

A Guelma, c'est le sinistre sous-préfet Achiary qui veut interdire toute manifestation, répercutant un ordre de De Gaulle. Bravant l'interdiction, un cortège de 2000 personnes s'est malgré tout formé. La police tire et tue un manifestant, des affrontements éclatent mais la manifestation se disperse finalement. Dans la soirée, les arrestations commencent, des milices de colons, encouragées par les autorités, se livrent à des centaines d'exécutions sommaires.

Dans toute la région, l'armée intervient massivement, avec 40 000 hommes. Bombardements de l'aviation et sur les côtes, de la marine, ratissages, arrestations, exécutions durent pendant plusieurs

jours, le nombre des victimes fut à coup sûr de plusieurs milliers, de 6000 à 45 000 selon les estimations.

La répression, comme l'ont depuis montré nombre de témoignages, s'accompagna d'exactions et d'actes d'une cruauté inouïe, dont la gratuité ne peut s'expliquer que par un racisme érigé en théorie officielle, le mépris entretenu par la bourgeoisie coloniale envers des populations qu'elle exploitait féroceement après les avoir spoliées de tout moyen de vivre.

« Punir comme ils le méritent, les tueurs hitlériens » (Journal l'Humanité du 19 mai 1945)

La violence de la répression a coupé cours au développement du premier - dans cette période - mouvement de masse contre la domination coloniale française en Algérie. Tel était l'objectif du gouvernement dirigé par De Gaulle auquel participaient des ministres socialistes - dont le parti fut ensuite de toutes les guerres coloniales - et communistes. C'est un ministre du PC, Tillon, qui était alors ministre de l'Aviation. Oui, mais il n'était pas au courant, diront plus tard les dirigeants de ce parti. Voire, il n'en est pas moins resté à son poste, comme les autres ministres du PC, jusqu'en 1947, alors qu'avait commencé la guerre contre le peuple indochinois.

En fait, le PC assumait même la répression, et sa presse reprit sans sourciller les calomnies lancées par l'administration coloniale contre les manifestants.

Dans une brochure qu'il écrivit en 1959, *le PCF et la question algérienne*, Jean-Pierre Vernant, alors lui-même au PC et soutenant, à la différence de son parti, la revendication de l'indépendance de l'Algérie, rappelait les prises de position de *L'Humanité* au moment des massacres de mai 1945. Voici des extraits de cette brochure :

« Le 12 mai, L'Humanité annonce des troubles en Algérie, spécialement à Sétif ; elle signale " le rôle de quelques éléments provocateurs au sein de la population algérienne [...] ; la population affamée a été poussée à des violences par des provocateurs bien connus de l'administration. " Le 13, un communiqué du gouverneur général de l'Algérie met en cause " des éléments d'inspiration et de méthodes hitlériennes ". Regrettant que toute la responsabilité soit rejetée sur les musulmans, l'organe central du PC commente : " Qu'il y ait, parmi eux, quelques hitlériens, c'est d'autant plus évident que le chef pseudo-nationaliste Bourguiba était en Allemagne au moment de la capitulation hitlérienne et vient d'arriver dans un pays d'Afrique du Nord. "

[...] Le 19 mai, L'Humanité prend la défense des musulmans, du moins de ceux des campagnes, en ces termes : " Les musulmans des campagnes [...] n'ont pas pris la moindre part aux agissements d'une poignée de tueurs à gages dont les chefs sont connus comme mouchards. " Et elle indique la solution : " Ce qu'il faut, c'est punir comme ils le méritent les tueurs hitlériens ayant participé aux événements du 8 mai et les chefs pseudo-nationalistes qui ont sciemment essayé de tromper les masses musulmanes, faisant ainsi le jeu des 100 seigneurs dans leur tentative de rupture entre les populations algériennes et le peuple de France. "

Depuis 1935, depuis le pacte conclu par Staline avec Laval, les dirigeants du Parti communiste avaient tourné le dos à l'internationalisme, se ralliant, en même temps qu'à la défense nationale, à la défense des intérêts de la bourgeoisie. En 1945, c'est au nom de la lutte contre le nazisme qu'ils justifient la répression et participent à la défense de l'empire colonial dont De Gaulle veut tirer parti pour défendre les intérêts de la bourgeoisie française dans la concurrence impérialiste.

Aider le mouvement ouvrier à retrouver son indépendance de classe

Lors de l'examen en première lecture à l'Assemblée nationale, le 11 juin 2004, du projet de loi « portant reconnaissance de la nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés », qui réhabilite la colonisation, il y avait, sur le très petit nombre de députés présents (24 !), un député du PC et trois députés du PS. Le ministre délégué aux Anciens combattants, Hamlaoui Mekachéra, officier de l'armée française en Algérie de 1958 jusqu'à 1962, présenta ainsi le projet de loi : « *Le Gouvernement propose aujourd'hui de rendre justice à la beauté et à la grandeur de ce que nos compatriotes ont bâti hors de métropole, mais aussi à tant de souffrances et d'épreuves, à tant de fidélité à la patrie et à la République. Tel est le sens de l'article premier de notre projet. Souvent caricaturée, parfois calomniée,*

l'oeuvre des Français doit être source de fierté pour la Nation : ce que nous avons construit avec passion et courage doit être désormais reconnu, tout comme les conditions dramatiques de séparation avec des territoires tant aimés et tant servis. (...) »

François Liberti, pour le PC, n'est intervenu que pour s'inquiéter du montant des réparations et indemnisations pour les rapatriés d'Algérie et les harkis. Ainsi, sur les rapatriés et comme conclusion de son intervention : « *la cause de l'indemnisation des rapatriés est une cause juste, en droit comme en équité. Ils sont victimes depuis quarante-deux ans d'un véritable déni de justice. La réponse qui leur est apportée dans ce projet est loin d'être suffisante. (...) De l'attitude du Gouvernement dépendra notre vote.* » Pas un mot sur le fond même de la loi, contre la réhabilitation de la colonisation.

Cette attitude, adoptée à la faveur du peu de publicité fait à la loi, ressort certainement de la seule défense d'une clientèle électorale, l'épisode n'en est pas moins significatif de l'abdication de toute indépendance, quant au fond, à l'égard de la politique de la bourgeoisie.

Pour combattre les divisions qui le menacent du fait du développement du communautarisme, pour reprendre l'offensive, le mouvement ouvrier a à s'émanciper de toutes les valeurs et préjugés qui ont partie liée, sous quelque forme que ce soit, avec les intérêts de la bourgeoisie.

Galia Trépère



1905, il y a cent ans...

Au début du siècle dernier, naissance du nouvel ordre impérialiste

Parmi les nombreuses célébrations qui ont lieu pour l'anniversaire de l'année 1905, plusieurs événements ne seront pas mis en avant alors qu'ils sont pourtant très significatifs des contradictions explosives qui se sont développées avec la naissance du nouvel ordre impérialiste.

A travers ces événements, se réfractent les profondes transformations sociales et politiques que le développement capitaliste a entraîné. Ils témoignent des évolutions du rapport de forces entre grandes puissances en concurrence, entre les vieilles puissances européennes mais aussi entre elles et de nouvelles puissances en plein essor comme les Etats-Unis et le Japon.

Ils sont les signes avant-coureurs de la période de guerres et de révolutions qui va s'ouvrir moins de dix ans plus tard, mettant un terme aux illusions suscitées par cette période de développement et de mondialisation du capitalisme.

Au début du siècle, la naissance de l'impérialisme, c'est le thème qu'abordera cet article dans le cadre de la série d'articles que *Débat militant* consacrera à l'année 1905. Nos lecteurs et camarades le retrouveront sur notre site.

C. Meno



Lutte pour l'émancipation sociale, mouvement ouvrier et religion

La question des rapports entre les luttes pour l'émancipation sociale et la religion prend une acuité toute nouvelle en conséquence du recul des luttes des classes et des peuples opprimés face à l'offensive réactionnaire des classes dominantes. C'est au nom de la guerre « du bien contre le

mal » que Georges Bush a engagé la première puissance mondiale dans une guerre sans limite pour maintenir sa domination dans le même temps qu'il cherche à s'allier avec les forces religieuses et réactionnaires dans le monde pour maintenir l'ordre. Le libéralisme impérialiste organisant la danse de sabbat des marchandises à l'échelle mondiale, sans frein ni retenue, essaye de se donner une légitimité en réveillant la réaction religieuse à laquelle il fournit dans le même temps sa matière première : le désespoir, la misère, l'ignorance, le recul des repères démocratiques, progressistes.

A l'échelle de la planète, les religions cherchent à capter en leur faveur et en celui de l'ordre dominant le désarroi des peuples entraînés, bousculés, blessés, étourdis par l'offensive libérale.

La célébration de la mort de Jean Paul II a illustré cette mondialisation de la religion, compagne de la mondialisation libérale et impérialiste comme la vertu est la compagne du vice. L'élection de Benoît XVI pour lui succéder s'inscrit dans cette offensive religieuse réactionnaire.

Jean-Paul II fut le pape de l'effondrement de l'URSS et de la fin de la guerre froide, Benoît XVI se pose en pape de l'offensive libérale et impérialiste.

Cette mondialisation ne va pas sans attiser la concurrence entre les différentes religions labellisées monothéistes voire avec l'émergence de sectes concurrentes, évangélistes ou autres, stimulées par la demande en particulier aux Etats-Unis. Le new age associe le messianisme de l'économie de marché au messianisme religieux.

C'est dans ce contexte que s'explique le développement de l'islamisme politique dont le porte-parole le plus médiatique est Tariq Ramadan. Il exprime un double besoin : celui de la bourgeoisie et de son Etat d'associer les nouveaux imans à l'embrigadement des masses et celui de ces derniers de trouver leur place dans le cadre de la république.

Ces interdépendances entre différents intérêts sociaux et politiques apparemment contradictoires créent beaucoup de confusion. Le mouvement démocratique et révolutionnaire a à saisir l'importance du débat pour apporter ses propres réponses. L'enjeu est d'importance : comment œuvrer à l'unité des travailleurs par delà les différences d'origine, la diversité culturelle, l'influence des préjugés distillés par les classes dominantes, les ravages du colonialisme et de l'impérialisme ? Comment œuvrer à une prise de conscience commune en surmontant les préjugés nationaux et religieux, de quelque nature et origine qu'ils soient ? Comment saper les bases de l'influence religieuse, des communautarismes ?

Cet article voudrait apporter des éléments de réponses à ces questions. Nos lecteurs et camarades pourront en continuer la lecture sur notre site.

Yvan Lemaitre



N'hésitez pas à diffuser
et faire circuler **débat***militant*. Merci.